

L'insurrection qui vient en Italie

LEMONDE.FR | 21.12.10 | 12h03 • Mis à jour le 22.12.10 | 09h48

Il arrive qu'un pays depuis longtemps immobilisé et anesthésié par un pouvoir établi sur des piliers redoutables (médias déviés, mafias et autres pouvoirs occultes) se réveille et s'exprime dans ses composantes les plus directement opprimées: ouvriers chassés de leurs usines, émigrés privés des droits élémentaires, victimes d'un tremblement de terre particulièrement destructeur exploitées et trompées par les institutions qui devaient les protéger et les aider, Sud empoisonné par les déchets toxiques subrepticement enfouis dans ses sols, étudiants ayant connu pour seul horizon depuis l'enfance un monde d'illusions et de mensonges qui, de fait, les privait de l'idée même d'un futur qui leur appartienne.

Depuis quelque temps, le pouvoir du gouvernement de ce pays s'affaiblissait. Ceux qui étaient jusqu'alors les plus silencieux –les plus résignés même, semblait-il– organisaient des défilés pleins de vie, d'imagination et d'impatience, occupant les toits des usines, les tours et, dans dix-huit villes, les monuments (avec le respect qu'auraient mérité aussi Pompéi ou le Colisée).

Peu à peu se faisait jour une indignation de masse. La manifestation du 14 décembre qui a eu lieu à Rome et dans toutes les grandes villes d'Italie comprenait un très grand nombre d'étudiants et de lycéens, et aussi des ouvriers, des survivants de L'Aquila, des habitants des régions napolitaines. Pour les étudiants, il s'agissait d'affirmer une fois encore ce qu'ils exprimaient fortement depuis deux ans, sans aucune réponse du gouvernement: leur refus d'une réforme qui réduirait encore les crédits déjà quasi inexistantes pour la recherche, abolirait 90% des bourses et supprimerait 35000 postes, réduisant au chômage une infinité d'enseignants et d'employés qui attendent depuis des années d'être enfin régularisés.

Les étudiants italiens sont condamnés au départ à choisir entre précarité et chômage, entre malaise et expatriation. Le chiffre des jeunes cherchant un travail pendant des mois, des années, est impressionnant; plus encore le chiffre de ceux qui ont renoncé à le chercher. La réforme annoncée se proclame lutte contre le gaspillage –alors qu'ont été récemment enrôlés en masse dans les établissements publics les enseignants de religion, matière facultative, et que les écoles privées sont privilégiées et richement financées, et le seraient plus encore par le décret annoncé.

Ce que les étudiants perçoivent est l'intention de déstructurer l'instruction publique et de transformer l'université en une institution préparant à l'exploitation et non à l'autonomie, non à la formation d'individus et de citoyens libres, capables d'une pensée critique, d'une pensée tout court.

"*Nous ne sommes pas représentés*", disent les étudiants, qui se sentent relégués hors de la politique. Rien à voir avec la lutte armée, avec les idéologies des années 1970. Il est reconnu que ces jeunes ont une profonde culture démocratique, mais croient en une démocratie radicale et vraiment collective. On ne voyait aucun slogan agressif dans la manifestation, aucun mot d'ordre, mais, chose inédite, des pancartes portées chacune par un manifestant, qui représentaient des couvertures de livres. Les uns à côté des autres: Nabokov, Pétrone, Darwin, Henry Miller, Dostoïevski; et encore: Merleau-Ponty, *Kama-sutra*, *Odyssée*...

Ce même jour, le gouvernement affaibli posait la question de confiance et toute l'opposition votait une motion de censure. A l'annonce que, pour trois voix – achetées de façon évidente, ce qui signifie une corruption désormais affichée comme système –, la confiance était passée, la colère augmenta, la violence devint inévitable, alors qu'elle était profondément étrangère au mouvement étudiant qui s'était lié aux grands lieux du malaise social, montrant lucidité et résistance.

Ce qui inquiète désormais, ce sont les manifestations des prochains jours. Car on peut craindre une réédition de Gênes 2001, dans la mesure où le gouvernement serait tenté d'exploiter la juste colère générationnelle et collective pour inventer un état d'urgence, au lieu d'établir un dialogue avec des interlocuteurs qui ont, ses observateurs désintéressés le reconnaissent, "*du nouveau à dire*".

Le refus de répondre est aussi une violence, plus violente et plus coupable que l'indignation de tout un pays.

Jacqueline Risset, écrivain et traductrice

